



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation pour la Recherche sur Alzheimer

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Fondation pour la Recherche sur Alzheimer
83, boulevard de l'Hôpital – 75013 PARIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

Fondation pour la Recherche sur Alzheimer

83, boulevard de l'Hôpital – 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au Conseil d'Administration de la Fondation pour la Recherche sur Alzheimer,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation pour la Recherche sur Alzheimer relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos appréciations des principes comptables suivis par votre fondation, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources, décrites dans la note de l'annexe « Informations relatives au compte de résultat », font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement ANC n°2018-06 et ont été correctement appliquées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 3 juin 2025

KPMG SA



Guy Cohen

Associé



AGC FIDUCIAIRE

FONDATION RECHERCHE SUR ALZHEIMER

**83 BOULEVARD DE L'HOPITAL
PLATE FORME DE RES. BIOLOGIQUES
75013 PARIS**

ETATS FINANCIERS

Exercice clos le 31/12/2024

[Sommaire](#)

Bilan	1
<i>ACTIF</i>	<i>1</i>
<i>Actif immobilisé</i>	<i>1</i>
<i>Actif circulant</i>	<i>1</i>
<i>PASSIF</i>	<i>2</i>
<i>Capitaux Propres</i>	<i>2</i>
<i>Provisions pour risques et charges</i>	<i>2</i>
<i>Emprunts et dettes</i>	<i>2</i>
Compte de résultat	3
Annexes Légales	5

Bilan

Présenté en Euros

Actif		Exercice au 31/12/2024			Exercice précédent
		Montant brut	Dépréciation	Montant net	au 31/12/2023
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	36 859	33 635	3 225	9 674
	Autres immobilisations incorporelles	144 008	48 008	96 000	
	Immobilisations incorporelles en cours				
	TOTAL	180 867	81 643	99 225	9 674
	Immobilisations corporelles				
	Terrains	856 000		856 000	
Immobilisations corporelles	Constructions	1 284 000	10 978	1 273 022	
	Inst. techniques, mat. out. Industriels	189 583	170 958	18 625	29 870
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grevées de droit				
	Immobilisations corporelles en cours	20 004		20 004	20 004
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 426 948		1 426 948	1 326 177
	TOTAL	3 776 535	181 936	3 594 599	1 376 051
Immobilisations financières	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL I		3 957 402	263 578	3 693 824	1 385 726
Actif circulant	Stock et encours				
	Matières premières, approvisionnements				
	Marchandises				
	Stocks et en-cours				
	TOTAL	0	0	0	0
	Créances				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations	1 125 388		1 125 388	1 654 013
	Autres créances	451 597		451 597	671 280
	TOTAL	1 576 985	0	1 576 985	2 325 293
Divers	Valeurs mobilières de placement	2 945 248		2 945 248	2 106 527
	Instruments de trésorerie				
	Disponibilités	5 082 930		5 082 930	5 472 233
	Charges constatées d'avance	3 161 702		3 161 702	2 457 347
TOTAL II		12 766 866	0	12 766 866	12 361 400
Frais d'émission d'emprunt (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion - Actif (V)					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II)		16 724 268	263 578	16 460 689	13 747 125
Engagements donnés	Legs nets à réaliser				
	Acceptés par les organes statuairement compétents				
	Autorisés par l'organe de tutelle				

Bilan (suite)

Présenté en Euros

Passif (avant répartition)			Exercice	Exercice précédent
Fonds propres	Sans droit de reprise	Fonds propres sans droit de reprise		
		Fonds propres statutaires	1 500 000	1 450 000
		Fonds propres complémentaires	503 036	503 036
	Fonds associatifs sans droit de reprise (legs, donations, subv. Inv,biens renouvelables)			
	Avec droit de reprise	Fonds propres avec droit de reprise		
		Fonds propres statutaires		
		Fonds propres complémentaires		
		Apports		
		Legs et donations		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
Ecart de réévaluation				
Réserves	Réserves statutaires ou contractuelles			
	Réserves pour projet de l'entité	4 455 939	2 122 769	
	Réserves			
Autres		279 826	279 826	
Report à nouveau		48 580	48 580	
Excédent ou Déficit de l'exercice		1 688 635	2 333 170	
SITUATION NETTE		8 476 017	6 737 382	
Autres fonds	Fonds propres consommptibles			
	Subventions d'investissement			
	Droit des propriétaires (commodat)			
TOTAL I		8 476 017	6 737 382	
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations	2 445 795	2 852 521	
	Fonds dédiés			
	Fonds dédiés sur autre ressources			
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES II		2 445 795	2 852 521	
Provi	Provisions pour risques		35 700	
	Provisions pour charges			
TOTAL PROVISIONS III		0	35 700	
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 000 000		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	153 105	197 999	
	Dettes des legs ou donations			
	Dettes fiscales et sociales	197 582	168 309	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
	Autres dettes	4 178 190	3 740 016	
	Instruments de trésorerie			
	Produits constatés d'avance	10 000	15 200	
TOTAL IV		5 538 877	4 121 523	
ECART DE CONVERSION PASSIF V				
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V)		16 460 689	13 747 125	
	(2)Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			
Engage ments reçus				

Compte de résultat

Présenté en Euros

Compte de résultat		Exercice	Exercice précédent
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations		
	<i>dont parrainages</i>		
	Ventes de marchandises	2 957	4 971
	Production vendue services	31 110	27 553
	Montants nets produits d'exploitation		
	Produits de tiers financeurs		
	Subvention d'exploitation		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	3 994 198	2 384 186
Charges d'exploitation	Mécénats	1 301 487	2 072 690
	Legs, donations et assurances-vie	3 451 256	2 899 657
	Contributions financières	764 446	310 000
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	111	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	Autres produits	65 971	36 429
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	9 611 534	7 735 485
	Achats de marchandises	1 092	824
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variations stocks matières premières et autres approvisionnements		
	Autres achats et charges externes	2 409 904	1 654 130
	Autres achats non stockés		
	Services extérieurs		
	Autres services extérieurs		
	Aides financières	4 429 691	2 605 724
	Impôts, taxes et versements assimilés	65 409	59 485
	Salaires et traitements	735 289	677 488
	Charges sociales	305 352	286 536
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	35 048	30 519
	Dotations aux amortissements sur immobilisations		
	Dotations aux provisions		
	Dotations aux dépréciations sur actif circulant		
	Subventions versées par l'association		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	30 191	30 265
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	8 011 977	5 344 972
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)		1 599 557	2 390 513
Produits financiers	Produits financiers de participations		
	Produits financiers d'autres valeurs mobilières de placement et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	37 879	8 339
	Reprises sur provisions, transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Charges financières	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	37 879	8 339
	Dotations financières aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	0	0
RESULTAT FINANCIER (III-IV)		37 879	8 339
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV)		1 637 436	2 398 852

Compte de résultat (suite)

Compte de résultat (suite)		Présenté en Euros	
		Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels	Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
	Produits exceptionnels sur opérations en capital		1 560
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	85 700	20 000
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	85 700	21 560
Charges exceptionnelles	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital	34 501	1 542
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		85 700
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELS VI	34 501	87 242
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		51 199	-65 682
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)			
Impôts sur les sociétés			
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)		9 735 113	7 765 384
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI)		8 046 478	5 432 214
EXCEDENT OU DEFICIT		1 688 635	2 333 170
Produits			
Bénévolat		6 498	
Prestations en nature			
Dons en nature		256 142	
Charges			
Secours en nature			
Mise à disposition de biens et services			
Prestations en nature		256 142	
Personnel bénévole		6 498	

Annexes aux comptes annuels

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 16 460 689,49 Euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 688 635,36 Euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- *Objet social, nature des activités et moyens mis en œuvre*
- *Faits caractéristiques*
- *Principes et méthodes comptables*

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- *Etat des immobilisations*
- *Etat des amortissements*
- *Etat des provisions*
- *Etat des échéances des créances et des dettes*
- *Fonds propres*

Informations et commentaires sur :

- *Produits et avoirs à recevoir*
- *Charges à payer et avoirs à établir*
- *Charges et produits constatés d'avance*

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- *Engagements financiers*
- *Honoraires des Commissaires Aux Comptes*

INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

- *Compte de résultat par origine et destination*
- *Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)*

1. Objet social, nature des activités et moyen mis en œuvre

L'établissement dit Fondation pour la recherche sur Alzheimer a pour objet de promouvoir la recherche sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées.

Les moyens d'action de la fondation sont :

- *La promotion, le soutien et le développement d'actions conduites aux niveaux national, européen et international dans le domaine de la recherche, en particulier la recherche clinique sur la maladie d'Alzheimer*
- *L'identification de nouveaux programmes de recherche et l'incitation de nouvelles équipes à s'implanter dans ce domaine,*
- *La sensibilisation de l'opinion publique, des pouvoirs publics, et de tous organismes et institutions nationaux, européens ou internationaux, à la recherche sur la maladie d'Alzheimer*
- *La mise en place de ou la participation à tout partenariat avec des organismes tant publics que privés*
- *L'accueil d'équipes de recherches françaises et étrangères*
- *L'organisation de concours, l'octroi de bourses et de prix*
- *L'organisation d'actions de formation,*
- *L'organisation de comités consultatifs, de groupes de réflexion ou de conférences ouvertes au public en vue de l'objet de la fondation.*

2. Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

a. Faits caractéristiques de l'exercice

En date du 15 octobre 2024, la Fondation a fait l'acquisition de bureaux au 140 rue du Chevaleret, Paris 13^e, pour un montant de 2 140 000 euros, financés par un emprunt bancaire auprès de la Société Générale pour 1 000 000 euros.

b. Faits caractéristiques postérieures à la clôture

Néant

3. Principes et méthodes comptables

a. Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

4. Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- d'appréhender son legs ;
- d'avoir droit aux fruits ;
- de s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

- dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;
- dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;
- dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	84 867		96 000
Terrains			856 000
Constructions sur sol propre			1 284 000
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels			
Autres installations, agencements, aménagements	144 121		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	43 611		6 375
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	20 004		
Avances et acomptes			
TOTAL	207 736		2 146 375
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL			
TOTAL GENERAL	292 603		2 242 375

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Rév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			180 867	
Terrains			856 000	
Constructions sur sol propre			1 284 000	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Autres installations, agencements, aménagements			144 121	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		4 525	45 461	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			20 004	
Avances et acomptes				
TOTAL		4 525	2 349 586	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL				
TOTAL GENERAL		4 525	2 530 453	

Etat des amortissements

Les biens provenant de legs ou de donations et destinés à être cédés ne sont pas amortis.
En cas de perte de valeur, la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	75 193	6 449		81 643
Terrains				
Constructions sur sol propre		10 978		10 978
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels				
Installations générales, agencements divers	118 496	13 105		131 600
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	39 366	4 517	4 525	39 358
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	157 862	28 599	4 525	181 936
TOTAL GENERAL	233 055	35 048	4 525	263 578

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	6 449				
Terrains					
Constructions sur sol propre	10 978				
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements divers	13 105				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	4 517				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	28 599				
TOTAL GENERAL	35 048				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	35 700		35 700	
TOTAL Provisions	35 700		35 700	
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations				
TOTAL Dépréciations				
TOTAL GENERAL	35 700		35 700	
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles			35 700	

Etat des échéances des créances et des dettes

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

— dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres.

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients			
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A			
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	1 576 985	1 576 985	
Charges constatées d'avance	3 161 702	3 161 702	
TOTAL GENERAL	4 738 687	4 738 687	

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an	1 000 000	1 000 000		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	153 105	153 105		
Personnel et comptes rattachés	83 700	83 700		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	101 847	101 847		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A				
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	12 035	12 035		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	4 178 190	4 178 190		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	10 000	10 000		
TOTAL GENERAL	5 538 877	5 538 877		
Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	439 317
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	5 349
TOTAL	444 666

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 877
Dettes fiscales et sociales	134 660
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	171 537

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 161 702	10 000
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	3 161 702	10 000

Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	1 953 036			50 000				2 003 036
Réserves	2 402 595			2 330 170				4 735 765
Report à nouveau	48 580							48 580
Excédent ou déficit de l'exercice	2 333 170	-2 333 170						1 688 635
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	6 737 381	-2 333 170		2 380 170				8 476 017

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les membres de l'entité. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Les fonds propres sans droit de reprise se décomposent comme suit :

- Dotation initiale statutaire non consommable : 1 500 000€ (dont le solde de 50 K€ versé en 2024)
- Dotation non consommable complémentaire : 503 036 €, provenant de la dévolution de l'association pour la recherche sur Alzheimer.

Liste actifs constitutifs dotation non consommable	Nature de l'actif	Descriptif & localisation de l'actif si localisation est représentative de la valeur	Valeur immobilisée brute	Valeur immobilisée nette d'amortissement et de dépréciation	Date de la dernière réévaluation	Dernière valeur vénale estimée
Actifs financiers - VMP	Contrat de capitalisation	N/A	1 200 K€	1 200 K€	31/12/2024	1 233 K€
Actifs financiers - VMP	Compte à terme	N/A	1 700 K€	1 700 K€	N/A	N/A

Fonds reportés

Variation des fonds reportés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Impact nouveau règlement	Utilisation	Report	A la clôture de l'exercice
Fonds reportés sur legs ou donations	2 852 521		1 464 416	1 057 690	2 445 795
TOTAL	2 852 521		1 464 416	1 057 690	2 445 795

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes - Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	17 649
TOTAL	17 649

Informations relatives au Compte de résultat

Compte de résultat par origine et destination

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	8 850 791	8 850 791	7 401 318	7 401 318
1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-	-	-
1.2 Dons, legs et mécénat	8 746 941	8 746 941	7 392 962	7 392 962
- Dons manuels	3 994 198	3 994 198	2 420 615	2 420 615
- Legs, donations et assurances-vie	3 451 256	3 451 256	2 899 657	2 899 657
- Mécénat	1 301 487	1 301 487	2 072 690	2 072 690
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	103 850	103 850	8 357	8 357
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	798 624		342 524	
2.1 Cotisations avec contrepartie	-		-	
2.2 Parrainage des entreprises	-		-	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	764 446		310 000	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	34 178		32 524	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	-		-	
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	85 700	85 700	20 000	20 000
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-	-	0
TOTAL	9 735 115	8 936 491	7 763 842	7 421 318
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	5 354 282	4 827 755	3 186 985	2 876 985
1.1 Réalisées en France	5 354 282	4 827 755	3 186 985	2 876 985
- Actions réalisées par l'organisme	924 591	713 064	581 260	581 260
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France	4 429 691	4 114 691	2 605 724	2 295 724
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	-	-
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger	-	-	-	-
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 688 528	1 654 350	1 176 225	1 176 225
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 688 528	1 654 350	1 176 225	1 176 225
dont frais de gestion des legs et donations	48 976	48 976	22 606	22 606
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-	-	-
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 003 670	1 003 670	1 031 763	999 239
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	-	35 700	35 700
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	-	-	-	-
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES	-	-	-	-
TOTAL	8 046 480	7 485 775	5 430 672	5 088 149
EXCEDENT OU DEFICIT	1 688 635	1 450 716	2 333 170	2 333 170

Produits du compte de résultat par origine et destination

Produits liés à la générosité du public

Cotisations sans contrepartie

La Fondation ne perçoit aucune cotisation sans contrepartie

Dons, legs et mécénat : **Dons manuels** (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment :

- les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte ;
- les dons d'entreprises collectés à l'occasion d'événements de la Fondation et ne faisant pas l'objet de convention de mécénat.

Dons, legs et mécénat : Legs, donations, assurance vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances-vie	1 800 889
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	1 380 492
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	604 024
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 464 416

CHARGES	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	740 875
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	1 057 690
SOLDE DE LA RUBRIQUE	3 451 256

Dons, legs et mécénat : Mécénat

Le mécénat est un soutien financier ou matériel apporté par une personne morale ou une personne physique à une action ou une activité d'intérêt général.

Le montant octroyé au titre d'une convention de mécénat est comptabilisé en produit dans un compte « Mécénats » à la signature de la convention.

Si la convention est pluriannuelle la part attribuée relative aux exercices ultérieurs est comptabilisée en produits constatés d'avance.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Un mécénat non financier constitue une contribution volontaire en nature.

Autres produits liés à la générosité du public

La rubrique « Autres produits liés à la générosité du public » s'élève 103 850 € en 2024.

Les produits financiers dégagés par la Fondation sont issus du placement de sa dotation consommable. A noter que cette dernière n'a pas été constituée par des ressources issues de la générosité du public.

Produits non liés à la générosité du public**Cotisations avec contrepartie**

La Fondation ne perçoit aucune cotisation avec contrepartie.

Parrainage des entreprises

Le parrainage est un soutien financier apporté à l'entité par une personne physique ou morale comportant une contrepartie directe (en général publicitaire) pour le partenaire.

Les conventions de produit-partage, qui consistent par exemple en un reversement d'une part du prix de vente d'un article ou d'un service à une entité bénéficiaire, revêtent soit la forme de mécénat soit la forme de parrainage selon les termes de la convention.

Contributions financières sans contrepartie

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- *d'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité*
- *exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.*

Autres produits non liés à la générosité du public

Les produits financiers sont ventilés entre produits liés ou non à la générosité du public en fonction de l'origine des actifs auxquels ils se rattachent.

La rubrique « Autres produits non liés à la générosité du public » comprend :

- *Les ventes de marchandises et de prestations de services ;*
- *Les autres produits de gestion courante et transferts de charges ;*
- *Les revenus des actifs non issus de la générosité du public :*
 - *les produits financiers ;*
 - *les plus ou moins-values de cession d'actifs.*

Elle ne comprend pas les subventions et autres concours publics.

Subventions et autres concours publics

La rubrique « Subventions et autres concours publics » comprend :

- *au titre des subventions :*
 - *les subventions d'exploitation ;*
 - *la quote-part des subventions d'investissements réintégrée au cours de l'exercice au compte de résultat.*
- *les concours publics définis à l'article 142-9.*

Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement

d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire. Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent. Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

Autres concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- *les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;*
- *les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.*

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					

Reprises sur provisions et dépréciations

Néant

Utilisations des fonds dédiés

Néant

Charges du compte de résultat par origine et destination

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

Modalités de répartition des charges figurant dans le compte de résultat entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination

Les modalités de répartition des charges figurant dans le compte de résultat entre les différentes rubriques du compte de résultat par origine et destination ainsi que de leur quote-part relevant de la générosité du public sont les suivantes :

- Les coûts directs sont imputés en fonction de leur nature, en distinguant les missions sociales, les frais de recherche de fonds et les frais de fonctionnement.
- Les coûts indirects sont répartis sur la base des résultats de la comptabilité analytique

Missions sociales

Les rubriques relatives aux missions sociales comprennent les charges engagées par l'entité pour la réalisation de ces missions et qui ont vocation à disparaître si elle cesse. Les charges engagées pour la réalisation des missions sociales comprennent les coûts directement liés aux activités et services rendus pour réaliser ces missions, tels que les frais de personnel directs, les fournitures et services extérieurs engagés pour réaliser les missions.

Elles comprennent également les coûts indirects qui sont engagés pour réaliser les activités et services rendus au titre des missions sociales. Ces coûts sont ceux qui sont mis en œuvre spécifiquement pour la réalisation d'une ou plusieurs missions sociales. Ces coûts sont généralement fonction de l'ampleur des missions réalisées. Ces coûts peuvent faire l'objet de répartitions et tiennent compte de l'utilisation effective des moyens concernés.

Conformément aux statuts, les missions sociales de la fondation sont les suivantes :

- la promotion, le soutien de la coordination et le développement d'actions conduites aux niveaux national, européen et international dans le domaine de la recherche, en particulier la recherche clinique, sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées ;
- l'identification de nouveaux programmes de recherche et l'incitation de nouvelles équipes à s'impliquer dans ce domaine ;
- la sensibilisation de l'opinion publique, des pouvoirs publics et de tous organismes et institutions, nationaux, européens ou internationaux, à la recherche sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées ;
- la mise en place de ou la participation à tout partenariat avec des organismes tant publics que privés pour favoriser la réalisation de l'objet de la Fondation ;
- l'accueil d'équipes de recherches françaises et étrangères ;
- l'organisation de concours, l'octroi de bourses et de prix ;
- l'organisation de comités consultatifs, de groupes de réflexion ou de conférences ouvertes au public en vue de favoriser l'objet de la Fondation ;
- l'organisation d'actions de formation

Actions réalisées par l'organisme : France, Etranger

Le montant des missions sociales réalisées directement par la Fondation s'élève à 924 K€ en 2024.

Versements à un organisme central ou à d'autres : France, Etranger

Le montant des missions sociales réalisées par versement d'aides à d'autres entités s'élève à 4 430 K€ en 2024.

Frais de recherche de fonds

Les frais (1 689 K€) sont constitués :

- Des frais d'appel à la générosité du public qui comprennent les charges engagées par l'entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser son action*
- Des frais de recherche d'autres ressources qui sont les frais engagés par l'entité dans le but d'obtenir des ressources non liées à la générosité du public et des subventions ou autres concours publics (néant en 2024).*

Frais d'appel à la générosité du public

Les frais d'appel à la générosité du public correspondent aux frais de recherche et de traitement de dons et libéralités, charges engagées par notre entité dans le but de recueillir auprès du public des moyens pour réaliser notre action.

- Frais de recherche des dons et libéralités : frais d'appel à dons, quelle que soit la forme de ces dons -en nature, donations, legs, assurances vie- auprès des entreprises et des particuliers. La publicité ou l'appel à dons peut se faire sous de multiples formes : campagne publicitaire sur panneaux, par envoi postal, par médias sociaux, spots publicitaires ; les frais de tenue, de location ou d'acquisition de fichiers de donateurs ou mécènes ; les frais d'appel et de gestion de cotisations sans contrepartie ; frais d'appel à bénévolat;),*
- Frais de traitement de dons et libéralités : des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat ; les prestations de services de collecte ou de traitement des dons, legs, donations, assurance-vie ou mécénat, les charges des legs résultant de stipulations testamentaires ; les frais de gestion des actifs issus de la générosité du public ou financés par la générosité du public,*

Frais de fonctionnement

La rubrique « Frais de fonctionnement » comprend les charges engagées pour la gestion et la gouvernance de l'entité (gouvernance, communication, ressources humaines, comptabilité et gestion financière, moyens généraux, informatique)

Les charges relatives aux fonctions relevant des frais de fonctionnement dont l'entité peut justifier l'affectation à la réalisation de missions sociales ou à des frais de recherche de fonds, sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds ».

Dotations aux provisions et dépréciations

Les dotations aux provisions et dépréciations concernent notamment les legs ou donations avec charges et les dépréciations des actifs acquis au moyen de la générosité du public.

Contrairement aux dotations aux provisions et dépréciations qui seront reprises lors de la constatation de la charge, objet de la provision ou de la dépréciation, ou si elles deviennent sans objet, les dotations aux amortissements constituent des charges définitives qui sont ventilées dans les rubriques de missions sociales, frais de recherche de fonds ou frais de fonctionnement.

Reports en fonds dédiés de l'exercice

Néant

Contributions volontaires en nature du compte de résultat par origine et destination

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;*
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;*
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services*

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire. Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.

Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.

Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre fondation n'est pas en mesure de recenser et valoriser les contributions volontaires en nature pour l'exercice 2023.

Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

Produits et charges afférents aux biens destinés à être cédés

A partir de la date d'acceptation et jusqu'à la date de cession, les revenus et les charges afférents aux biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés, sont inscrits en compte de résultat soit selon leur nature lorsque celle-ci est identifiable, soit à défaut dans les comptes « Autres charges sur legs ou donations » (Poste Autres charges du compte de résultat) et « Autres produits sur legs ou donations » (Poste Autres produits du compte de résultat) .

Charges Financières, aides financières

Charges financières

Les charges financières sont affectées aux rubriques « Missions sociales » ou « Frais de recherche de fonds » si la Fondation en justifie. A défaut, elles figurent dans les frais de fonctionnement.

Aides Financières

Une aide financière est

- soit une somme d'argent accordée à une personne physique à titre d'aide ou de secours ;*
- soit une contribution financière facultative octroyée par une entité à une autre entité destinée à la réalisation d'actions ou d'investissements.*

Ces sommes ou contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Si l'entité (« collecteur reverseur »), qui assure la collecte en son nom, a le choix de l'entité bénéficiaire, ce versement est une aide financière. Si un accord ou une convention désigne expressément le bénéficiaire du reversement de tout ou partie de la collecte, ce versement est une quote-part de générosité du public reversée.

Si notre entité est « bénéficiaire » du reversement par un organisme agissant en son nom, les versements reçus sont comptabilisés en produits « contributions financières » ou en quote-part de générosité du public reçues».

Si notre entité agit comme organisme collecteur au nom d'un bénéficiaire, cette collecte et son reversement sont comptabilisés en compte de tiers.

Si notre entité bénéficie de versements d'un organisme mandaté par notre entité agissant au nom de notre entité, les montants reçus sont en produits en nature « Dons ».

Les aides financières telles que ci-dessus définies sont comptabilisées à la date d'octroi de l'aide dans un compte de charges :

- d'exploitation si elles correspondent à l'activité normale de l'entité ; soit 4 430 K€ en 2024*
- exceptionnelles si elles ne relèvent pas de l'activité normale de l'entité ; soit 0 € en 2024*

Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	4 827 755	2 876 985	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	8 850 791	7 401 318
1.1 Réalisées en France	4 827 755	2 876 985	1.1 Cotisations sans contrepartie	-	-
- Actions réalisées par l'organisme	713 064	581 260	1.2 Dons, legs et mécénat	8 746 941	7 392 962
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	4 114 691	2 295 724	- Dons manuels	3 994 198	2 420 615
1.2 Réalisées à l'étranger	-	-	- Legs, donations et assurances-vie	3 451 256	2 899 657
- Actions réalisées par l'organisme	-	-	- Mécénats	1 301 487	2 072 690
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	-	-	1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	103 850	8 357
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	1 654 350	1 176 225			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 654 350	1 176 225			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	-	-			
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 003 670	999 239			
TOTAL DES EMPLOIS	7 485 775	5 052 449	TOTAL DES RESSOURCES	8 850 791	7 401 318
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	-	35 700	2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	85 700	20 000
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE	-	-	3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS	-	-
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	1 450 716	2 333 170	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	-	-
TOTAL	8 936 491	7 421 318	TOTAL	8 936 491	7 421 318

RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	4 096 041	1 732 436
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	1 450 716	2 333 170
(-) investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	- 2 207 327	30 435
RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	3 339 430	4 096 041

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC		
Réalisées en France			Bénévolat	6 498	
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature		
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	262 640		Dons en nature	256 142	
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT					
TOTAL	262 640		TOTAL	262 640	

A l'exception des informations précisant les ressources reportées liées à la générosité du public non dédiées non utilisées, les informations figurant dans le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public conformément à la loi n° 91-772 du 7 août 1991 correspondent strictement aux informations relevant de la générosité du public figurant dans le compte de résultat par origine et destination.

Les ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés précisent les montants correspondants en début d'exercice et en fin d'exercice.

Le montant des ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en début de l'exercice est égal au solde des fonds propres disponibles collectés auprès du public, sous déduction de la quote-part des valeurs nettes comptables des immobilisations ou fractions d'immobilisations financées par ces ressources sur les exercices antérieurs.

Les ressources reportées liées à la générosité du public hors fonds dédiés en fin d'exercice prennent en compte les montants, d'une part, de l'excédent ou du déficit de la générosité du public de l'exercice et, d'autre part, des investissements et désinvestissements nets financés par la générosité du public de l'exercice, qui sont précisés.

La rubrique « Investissements et désinvestissements nets liés à la générosité du public » est déduite des ressources reportées liées à la générosité du public et comprend :

- le montant des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisations brutes acquises au cours de l'exercice au moyen de ressources issues de la générosité du public ;*
- diminué du montant des dotations aux amortissements des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisation acquises au moyen de ressources de la générosité du public et comptabilisées au cours de l'exercice ;*
- diminué du prix de vente des immobilisations ou des quotes-parts d'immobilisations acquises au moyen de ressources issues de la générosité du public.*

Les ressources par origine comprennent les seules ressources liées à la générosité du public, composées des montants :

- des cotisations sans contrepartie ;*
- des dons manuels comprenant les produits reçus des ventes de dons en nature ainsi que des legs, des donations, des assurances-vie et des dons effectués dans le cadre du dispositif du mécénat ;*
- des autres ressources liées à la générosité comprenant la quote-part de générosité reçue d'autres organismes et les revenus générés par les actifs issus de l'appel public à la générosité en sus des plus ou moins-values de cessions d'actifs à l'exception de celles des plus ou moins-values relatives aux biens provenant de legs ou de donation avant la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'organisme ou avant la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure ou avant la date de signature de l'acte authentique de donation.*

A ce total des ressources de l'exercice, viennent s'ajouter, d'une part, la part relative à la générosité du public des reprises sur provisions et dépréciations et, d'autre part, l'utilisation des fonds dédiés antérieurs.

Les principes qui ont présidés à l'affectation des coûts sont les suivants :

- les ressources non affectées issues de la générosité du public sont affectées, en priorité, à la couverture des missions sociales après consommation des contributions financières,*
- dans l'hypothèse où un reliquat subsiste, le reliquat est affecté au financement des frais de fonctionnement puis, en dernier lieu, des frais de recherche de fonds.*

Par exception, les contributions volontaires en nature et leurs emplois n'ont pas été valorisées par décision de l'organe compétent expliquée par ailleurs.